

Notre Royal Vic

Nos besoins, nos demandes

Une consultation auprès de la
communauté



Sur les événements récents

Après la finalisation de ce rapport et de sa traduction pour publication, la déclaration suivante a été publiée par les kanien'kehá:ka kahnistensera (femmes mohawk) le 18 octobre:

«Les kanien'kehá:ka kahnistensera (femmes mohawk), gardiennes de thequenondah (deux montagnes/mont royal) en vertu de leur connexion avec la Terre-Mère, demandent la suspension immédiate de tous les plans de construction du site de l'Hôpital Royal Victoria et de l'Institut Allan Memorial à l'Université McGill, pour les raisons suivantes : 1) Le site étant un territoire kanien'kehá:ka non cédé, la permission des kahnistensera est nécessaire pour y entreprendre des travaux ; 2) Le site contient des vestiges archéologiques du village iroquois précolonial ; 3) Les terrains de l'Institut Allan Memorial doivent faire l'objet d'une enquête afin d'y trouver des tombes anonymes et des preuves d'atrocités commises pendant le programme MK-Ultra, entre 1954 et 1963.»

Le comité Notre Royal Vic soutient entièrement ces demandes de suspension de tous les projets liés à McGill sur le site de l'hôpital Royal Victoria jusqu'à ce qu'une enquête menée par les autochtones soit lancée. De plus, comme nous le suggérons dans notre conclusion, similaire aux consultations communautaires, il n'y a manifestement pas eu de consultations sérieuses avec les communautés autochtones. Tant que ces consultations ne seront pas menées de manière sérieuse, nous sommes pas en mesure de décider de la réaffectation du Royal Vic. À cet égard, nous partageons le point de vue de le syndicat des étudiants de McGill, qui a écrit en septembre :

«[É]tant donné le manque flagrant de consultation auprès des étudiants. es, l'AÉUM se demande si McGill a bien consulté les communautés autochtones au sujet de cette concession de terres et de la gestion prévue d'une portion du prétendu mont Royal. «Le Mont-Royal est le territoire non cédé de la nation Kanien'kehá : ka ainsi qu'un lieu de sépulture de valeur historique pour la nation. Les consultations avec les communautés autochtones sont de la plus haute importance, surtout dans le contexte d'un mouvement décolonial croissant qui soutient les efforts de récupération des terres. Le principal pouvoir de décision concernant la réoccupation de ces terres et les projets futurs devrait être entre les mains des communautés autochtones concernées.»

Les mérites de cette étude résident dans le fait qu'elle décrit les besoins et les demandes populaires - en matière de logement, d'écologie, de communauté, de sécurité alimentaire et de services de santé - dans la ville de Montréal, et nous espérons qu'elle s'avérera utile, mais pas suffisante en soi, pour informer toutes les personnes intéressées par une juste réaffectation du Royal Vic.

24 Octobre, 2021

Table des matières

.....

Introduction	3
Points à retenir	5
Démographie	9
Nos besoins	11
Nos demandes	14
Les sections de McGill	18
Dans nos propres mots	19
Conclusion	21
Remerciements	31
Notes et annexe	32

Introduction

En 2015, l'hôpital Royal Victoria a été désaffecté suite à la construction d'un nouveau grand centre hospitalier à Notre-Dame-de-Grâce (NDG). L'hôpital est situé sur une terre publique de 1,4 million de pieds carrés et son acte fondateur stipule que le site doit toujours aider les malades sans distinction de race ou de croyance. En 2020, une lettre ouverte signée par plus de 60 organismes communautaires condamnait la décision du gouvernement du Québec de donner une partie importante du site à l'université McGill, décision prise « **sans consultation auprès de la société civile ou des citoyens locaux, et sans débat à l'Assemblée nationale** ». Les groupes signataires se sont réunis sous une coalition nommée Le Royal Vic pour le bien public. Leur lettre soulevait une tendance inquiétante entourant la gestion des terres publiques. **L'ancien hôpital de Montréal pour enfants, le site de Radio-Canada et l'ancien site du Collège Marianopolis** ne sont que quelques exemples qui illustrent cette tendance: tous ont été vendus malgré une forte opposition de la communauté.

Le projet « Notre Royal Vic » est issu des efforts de la coalition Le Royal Vic pour le bien public et vise à assurer une réaffectation démocratique et écologique de l'ancien site de l'hôpital Royal Victoria (le « Royal Vic »). Le projet veut s'assurer que les besoins sociaux et matériels de la communauté aient un réel impact sur l'avenir du site. Cette volonté est fondée sur le principe de base d'une société démocratique, à savoir que ce sont les citoyen.ne.s qui doivent décider des affaires publiques en fonction de leurs demandes et de leurs besoins et ce, surtout lorsqu'il s'agit de la gestion des terres et espaces. Ces décisions importantes ne sont pas la prérogative des acteurs institutionnels, qu'il s'agisse de groupes de travail universitaires ou de fonctionnaires non élus. « Notre Royal Vic » est donc principalement mené par des travailleurs et des travailleuses communautaires et l'adhésion au projet a toujours été ouverte et favorisée. Bien que le projet ait tout d'abord été une initiative de l'organisme Community-University Research Exchange, des employé.e.s d'organismes communautaires y ont souvent contribué, surtout en jouant un rôle de soutien.

Ce qui suit est l'analyse d'un **questionnaire communautaire** qui fut lancé en mars 2021 et qui a pris fin le 10 septembre 2021. Il suffisait de dix à quinze minutes pour y répondre. Le sondage était séparé en trois parties destinées à situer les répondant.e.s démographiquement, à évaluer, de façon générale, leurs besoins et demandes politiques et enfin, à obtenir des demandes concrètes quant aux projets à développer sur le site du Royal Vic. Le contenu du sondage s'est inspiré d'un questionnaire rempli au préalable par plus de 30 des signataires de la lettre ouverte publiée en 2020. Ce nouveau questionnaire était disponible sur le site Web de la coalition Le Royal Vic pour le bien public. Il fut annoncé avec plus de **200 avis affichés** un peu partout sur le Plateau-Mont-Royal, dans Côte-des-Neiges et dans Notre-Dame-de-Grâce et avec des circulaires distribuées sur l'avenue du Parc, lors d'évènements communautaires (dont notamment les pique-niques de quartier) et à la banque alimentaire du Comité des citoyen.e.s de Milton Parc. Ainsi, plus de **400 dépliant**s ont été distribués. Le questionnaire a également été annoncé dans le bulletin du comité des citoyen.ne.s de Milton Parc, qui rejoint environ 500 personnes. Les organismes environnementaux et communautaires signataires de la lettre de la coalition ont également été invités à distribuer le questionnaire dans leurs réseaux. **Au final, 350 personnes ont répondu au sondage.**



Points à retenir

.....

Les résultats de notre processus de consultation indiquent que les utilisations suivantes permettraient une réorientation qui répond aux besoins sociaux et matériels ainsi qu'aux demandes de la population:

- **Logement:** Utilisation la plus fréquemment « fortement promue » pour le réaménagement du site. 84 % (1) des répondant.e.s désirent que la création de logements soit « promue » ou « fortement promue » lors du réaménagement du site. Cette utilisation est également soutenue par 55 % des répondant.e.s dans leurs commentaires écrits. Le logement forme l'enjeu le plus souvent abordé par les répondant.e.s et les personnes avec lesquelles ils et elles vivent et travaillent. L'itinérance est le troisième enjeu le plus souvent choisi.
- **Logement social:** Utilisation la plus fréquemment « promue » ou « fortement promue » (88 %) comme devant être prioritaire lors du réaménagement du site. Stratégie la plus souvent identifiée comme devant être priorisée par la Ville de Montréal dans ses plans de développement. Une forme ou une autre de logement social ou abordable fut appuyée dans 35 % des commentaires écrits.
- **Coopératives d'habitation:** Deuxième priorité la plus fréquemment « promue » ou « fortement promue » (85 %) en ce qui concerne la création d'unités d'habitation. Deuxième option la plus fréquemment mentionnée dans 15 % des commentaires écrits. Conforme à la demande de la population voulant que le contrôle du site soit communautaire et collectif.
- **Logement de transition:** Troisième priorité la plus fréquemment « promue » ou « fortement promue » (82 %) en ce qui concerne la création d'unités d'habitation. Un dixième des commentaires appuie la création de logements de transition sur le site. 84 % des répondant.e.s ont qualifié l'utilisation transitoire d'« importante » ou d'« extrêmement importante ».
- **Refuges pour sans-abris:** Troisième priorité la plus fréquemment « promue » ou « fortement promue » (82 %) en ce qui concerne la création d'unités d'habitation. Dans les commentaires écrits, 10 % des répondant.e.s appuient une forme ou une autre de refuge pour personnes en situation d'itinérance. Deuxième utilisation transitoire la plus fréquemment qualifiée (86 %) d'« importante » ou d'« extrêmement importante ».
- **Logement abordable pour étudiant.e.s:** 65 % (et 77 % des étudiant.e.s) désirent que les plans de développement du site priorisent la création de logements abordables pour les

Principaux points à retenir



étudiant.e.s (« promu » ou « fortement promu »). 86 % des répondant.e.s désirent qu'une partie du site actuellement allouée à l'Université McGill soit réservée au logement social pour étudiants et étudiantes. Cette option est la deuxième la plus fréquemment choisie pour le développement d'une partie importante du site et la plus fréquemment allouée au site par les étudiants et les étudiantes.

- **Écologie:** 91 % des répondant.e.s désirent que la protection de l'environnement soit « fortement promue » ou « promue » sur le site. L'agriculture urbaine en tant qu'utilisation transitoire est qualifiée d'« importante » ou d'« extrêmement importante » par 81 % des répondant.e.s; 62 % la qualifiaient de « très importante » à « extrêmement importante ». Dans les commentaires écrits, 19 % des répondant.e.s demandent que les plans de développement incluent des jardins ou un grand projet d'agriculture urbaine, alors que 13 % mettent l'accent sur les espaces verts. Sur la partie du site actuellement allouée à l'Université McGill, on donne plus d'importance aux espaces verts et aux jardins gérés par les étudiant.e.s et ce, bien au-delà de toutes les autres options d'utilisation énumérées dans le questionnaire.
- **Services de santé:** 16 % des répondant.e.s ont souligné que les hôpitaux ne sont pas ou « pas du tout » situés suffisamment à proximité de leur domicile. Les services de santé représentent la deuxième stratégie de développement la plus dominante. 87 % des répondant.e.s désirent que la réaffectation du site « favorise » ou « favorise fortement » les services de santé. En ce qui a trait à l'utilisation transitoire du site, les cliniques médicales ont reçu la plus grande approbation (88 %), étant catégorisées d'importantes ou d'extrêmement importantes. Dans les commentaires écrits, 18 % des répondant.e.s désirent qu'on utilise le site pour créer des services de santé.
- **Projets communautaires:** 92 % des répondant.e.s désirent que les activités communautaires soient « promues » ou « fortement promues » sur le site. Les répondant.e.s donnaient à la gouvernance communautaire et au militantisme la quatrième priorité dans leur choix de stratégies de développement pour la Ville de Montréal. Dans les commentaires écrits, les garderies, une piscine publique, des ateliers dirigés par la communauté et les projets menés par les communautés autochtones ont régulièrement été mis de l'avant. En ce qui concerne l'accessibilité et les centres d'art et espaces de théâtre, ces options se classent en tête. L'activité communautaire la plus soutenue est sans doute l'agriculture urbaine. Les projets communautaires font souvent partie d'une vision plus large de la réaffectation du site.

Principaux points à retenir

-
- **Sécurité alimentaire:** Deuxième enjeu le plus courant chez les étudiant.e.s et les personnes avec qui ils et elles vivent et travaillent (quatrième pour la population en général). Pour les étudiant.e.s, cet enjeu est le plus fréquemment « promu » ou « fortement promu » comme utilisation transitoire. Les épiceries privées sont fortement déconseillées sur le site, alors que les coopératives de travailleurs et de travailleuses sont largement appuyées.
 - **Gouvernance communautaire et coopérative:** Le secteur communautaire fut le plus favorisé (53 %) pour la gestion des projets sur le site du Royal Vic. Dans l'ensemble, les réponses laissent entendre qu'il y a un désir de créer sur le site un village, une économie et une écologie actifs, coopératifs et participatifs.

Nos consultations indiquent que les utilisations suivantes ne répondraient PAS aux besoins et aux demandes de la population:

- **Entreprises privées:** En ce qui a trait à la réaffectation du site, les entreprises commerciales forment l'option la plus « fortement découragée » de toutes (50 %). 76 % des répondant.e.s refusent ou refusent fortement de donner la priorité aux entreprises commerciales. Seulement 5 % des répondant.e.s désirent que le secteur privé joue un rôle dans la gestion des projets sur le site du Royal Vic. Les condominiums et les unités d'habitation privées sont déconseillés (87 %) ou fortement déconseillés (34 %). La majorité des répondant.e.s s'opposent à ce que la parcelle de terrain allouée à l'Université McGill accueille des cafés et des restaurants privés.
- **Logement étudiant géré par l'université:** 38 % des répondant.e.s (et seulement 28 % des étudiant.e.s) veulent que cette utilisation du site soit « promue » ou « fortement promue » en priorité pour la création de logements sur le site. 34 % des répondant.e.s déconseillent ou déconseillent fortement cette option, les autres ne voulant « aucune action » à ce titre.
- **Bureaux du gouvernement:** 84 % des répondant.e.s placent la création de bureaux gouvernementaux entre les rubriques « ne pas prendre d'action » et « déconseille fortement ». Seulement 5 % des répondant.e.s désirent que des bureaux du gouvernement soient « promus » ou « fortement promus » comme utilisation transitoire.
- **Superficie du terrain allouée à l'Université McGill:** Lorsqu'on leur demande de choisir la

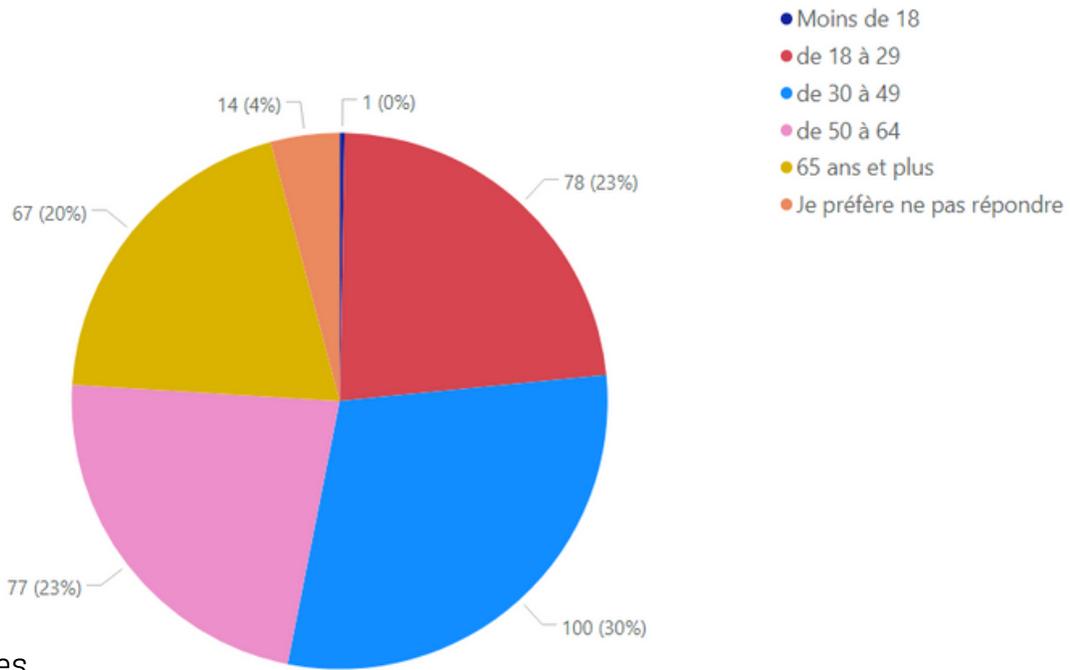
Principaux points à retenir



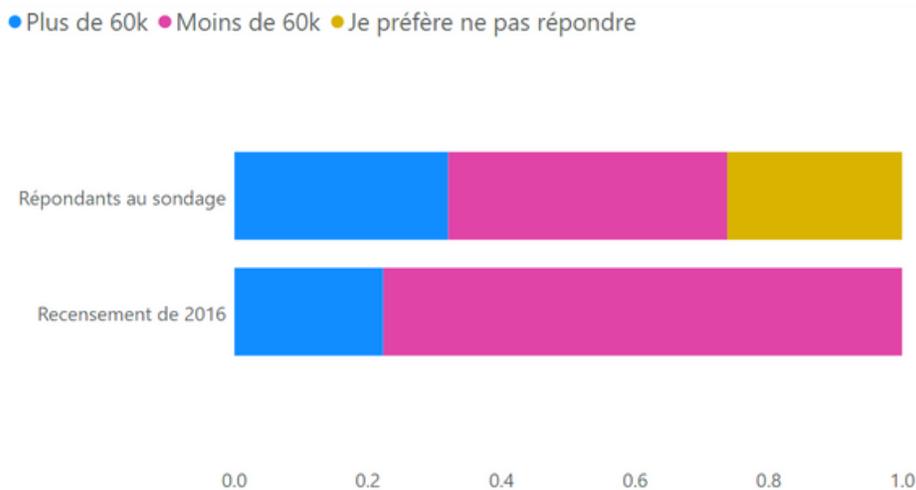
limite de superficie devant être allouée à l'Université McGill, 28 % des répondant.e.s choisissent l'option voulant que « McGill ne reçoive PAS » la « totalité de la taille répartie ». 15 % des répondant.e.s sont d'avis qu'on ne donne pas à l'Université les édifices ciblés.

Démographie

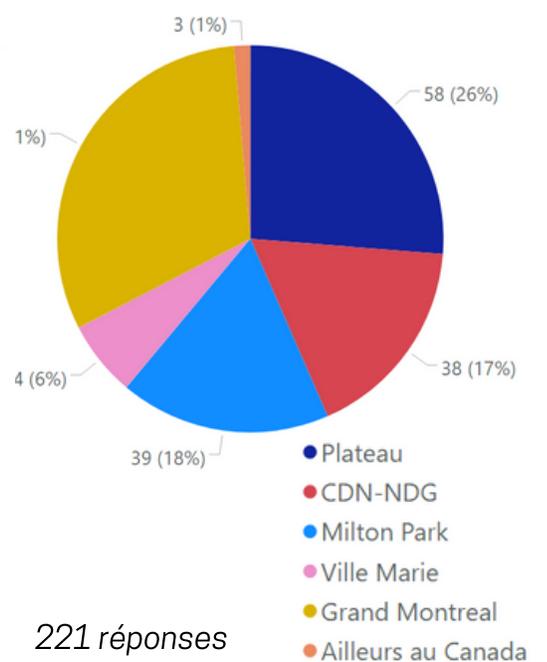
Âge



Revenu du ménage

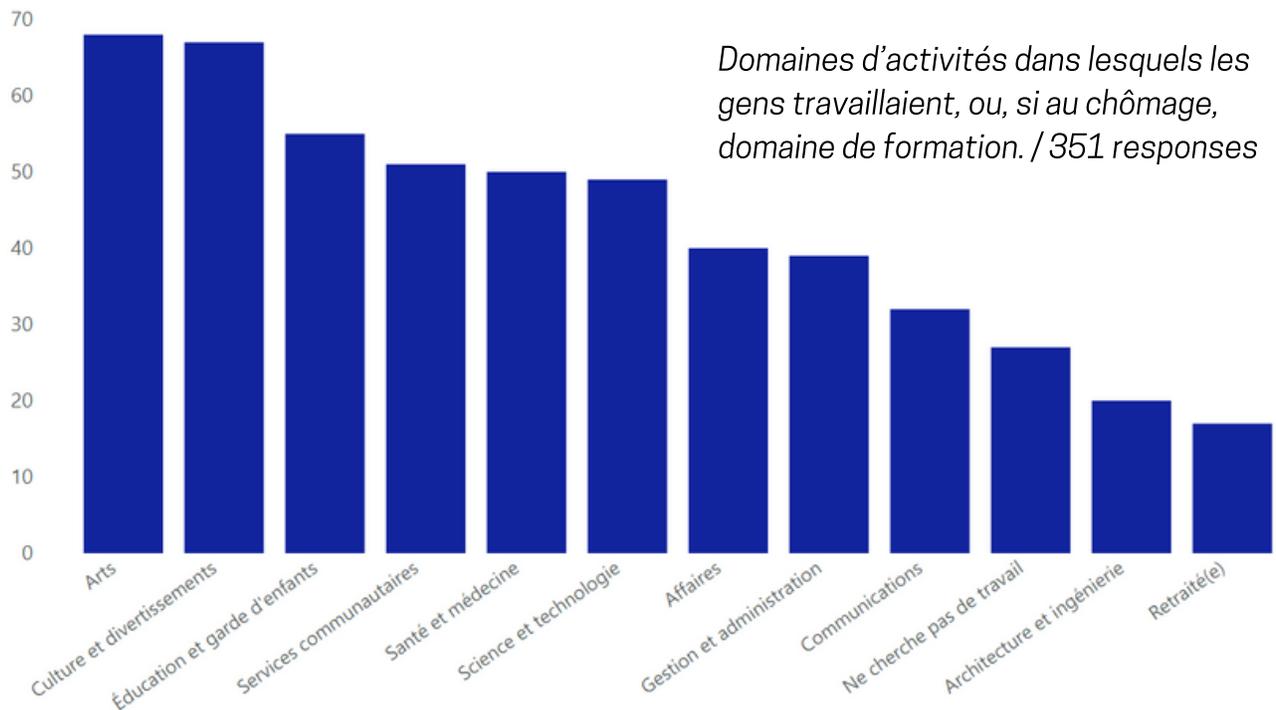


Quartier

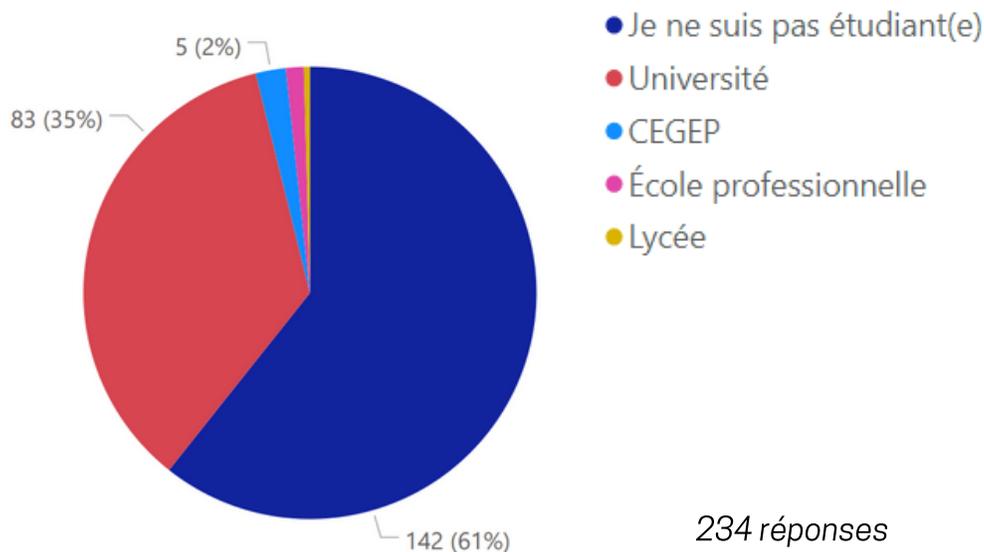


Démographie

Professions les plus communes



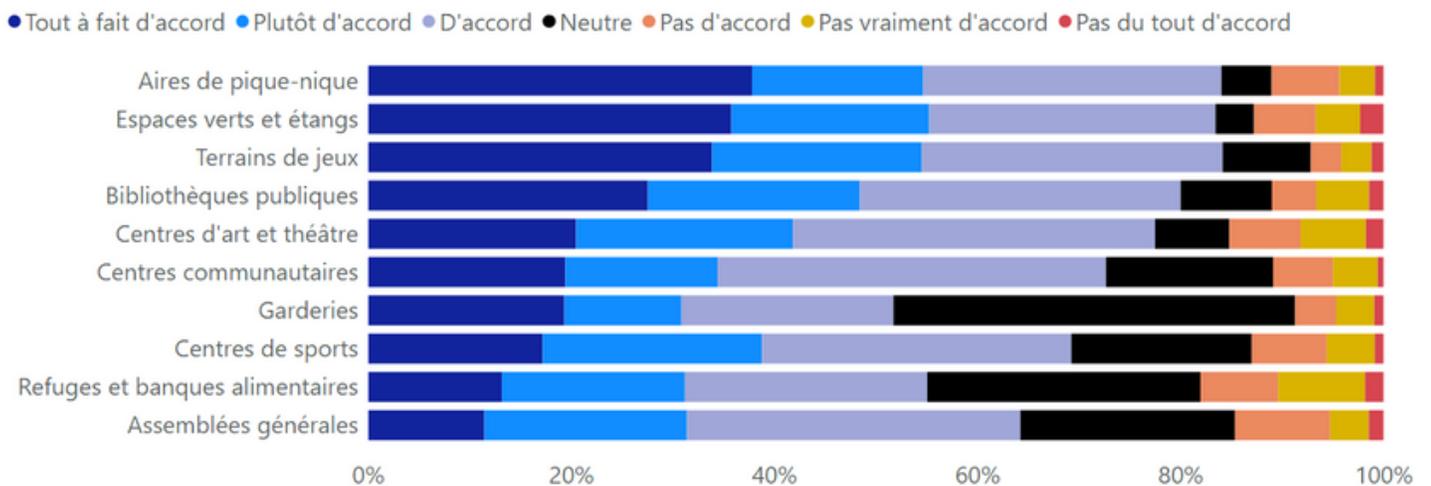
Répondant.e.s aux études



Nos besoins

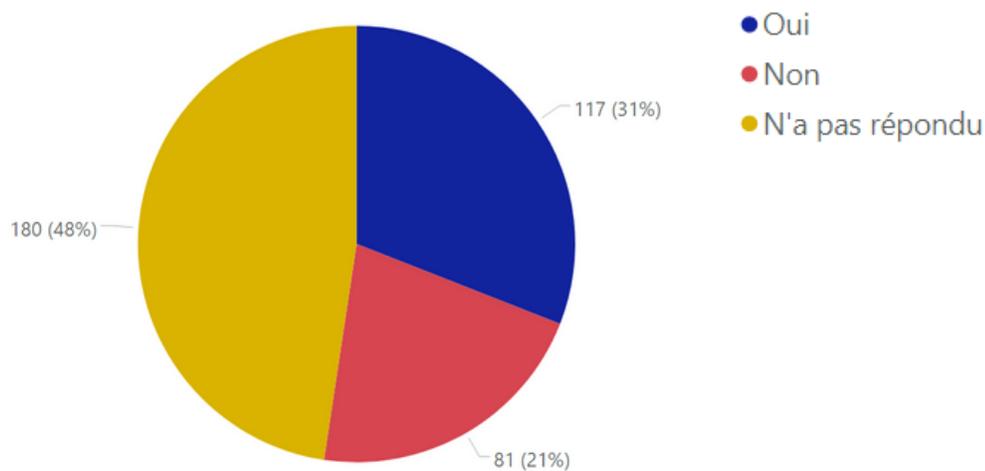
Accessibilité

« À Montréal, le type d'espace suivant est situé près de votre domicile, facilement accessible et à prix abordable... »



321-345 réponses

Engagement communautaire



On a demandé aux répondant.e.s si elles étaient bénévoles ou occupaient un poste au sein d'un organisme communautaire ou d'une organisation étudiante.

378 réponses

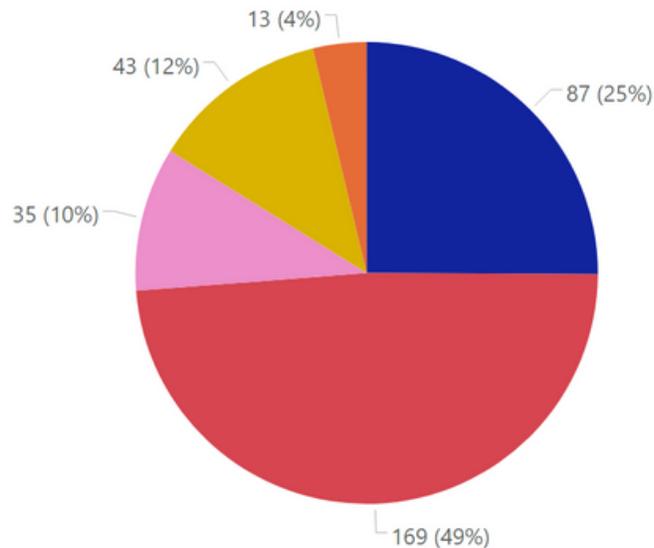
Nos besoins

.....

« **Les hôpitaux et les cliniques sont-ils suffisamment proches pour répondre à vos besoins?** »

- Tout à fait, oui
- Oui
- Incertain
- Non
- Pas du tout

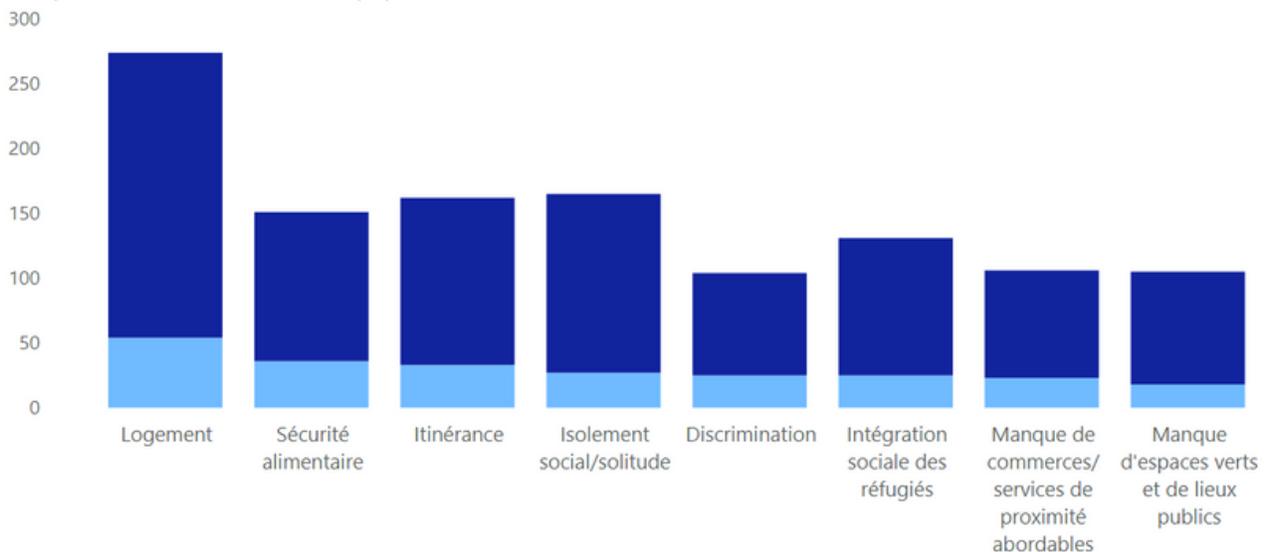
347 réponses



Les cinq principaux enjeux

« les principaux enjeux qui vous-touchent, vous et la population avec laquelle vous travaillez et vivez? »

● Population étudiante ● Toute la population

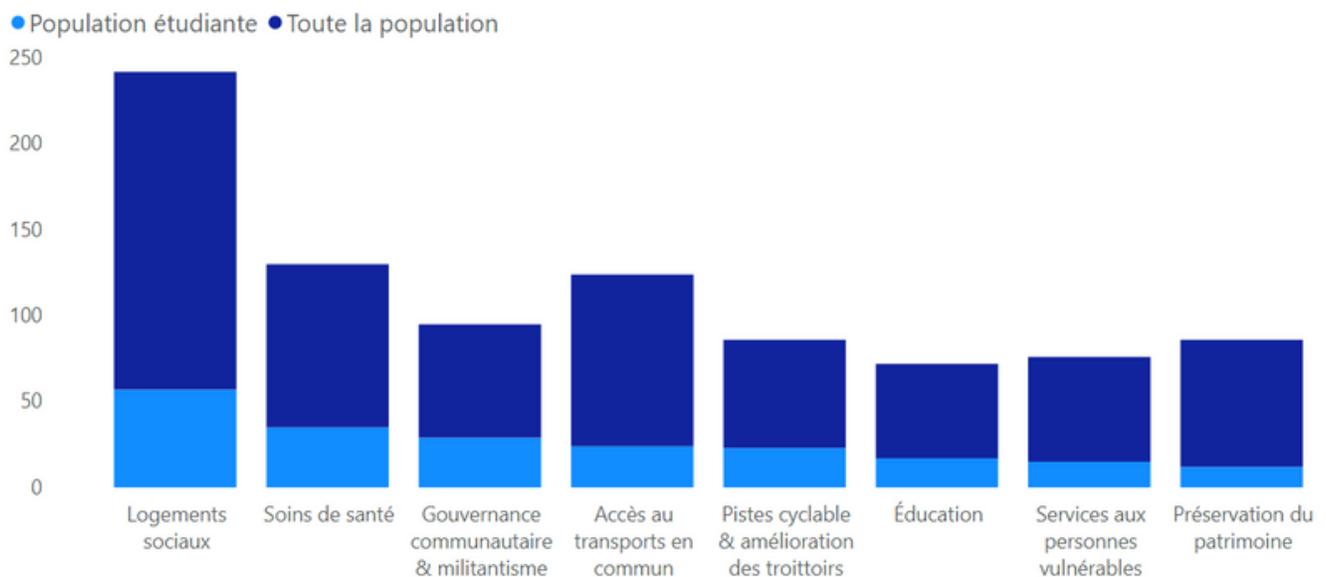


Les répondants et répondantes pouvaient choisir jusqu'à cinq options parmi 17 enjeux, avec la possibilité d'ajouter leur propre réponse. (2) / 343 réponses.

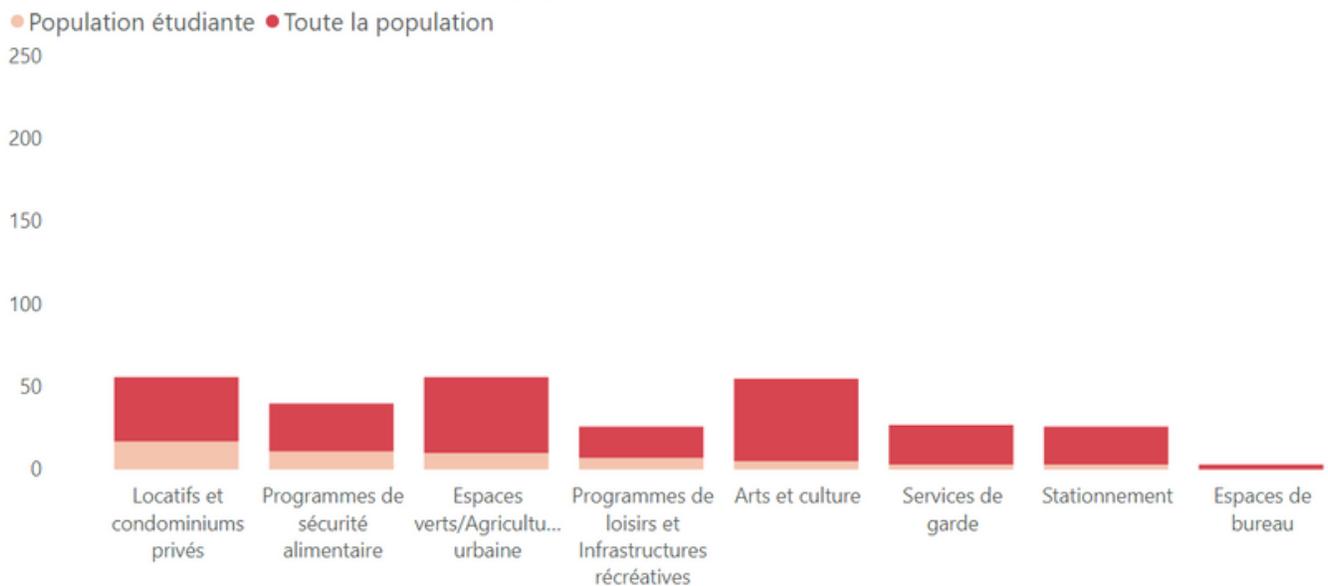
Nos besoins

Principales stratégies de développement souhaitées pour la Ville

« les cinq stratégies de développement les plus importantes que la Ville de Montréal devrait adopter pour mieux servir sa population? »



Stratégies de développement les moins voulues

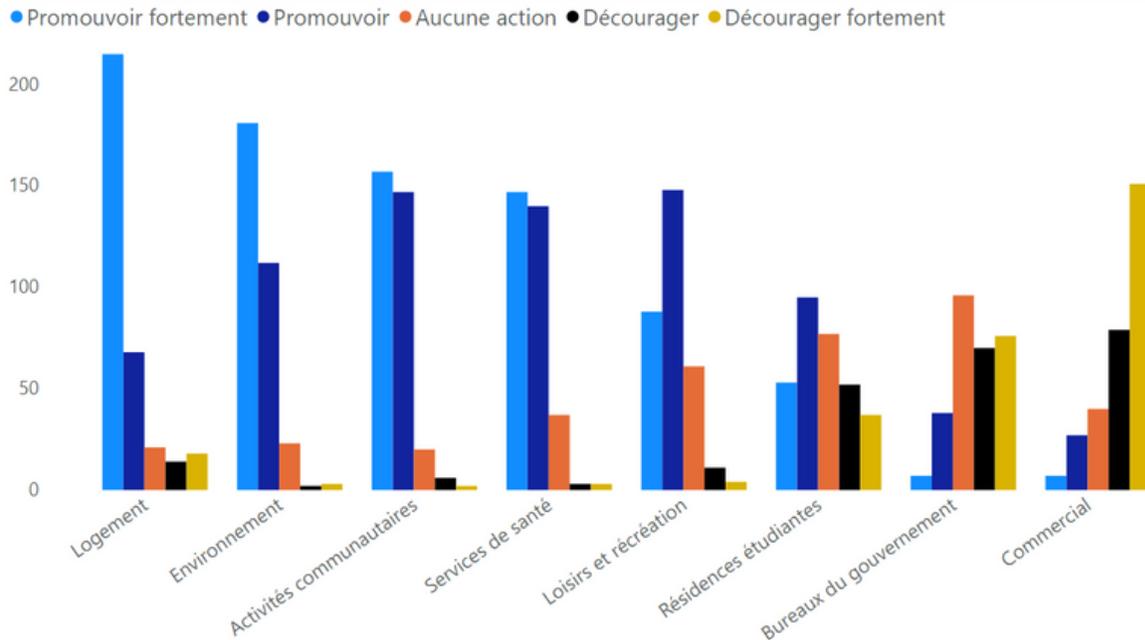


Les répondant.e.s pouvaient choisir jusqu'à cinq options parmi 17 enjeux (3) / 349 réponses.

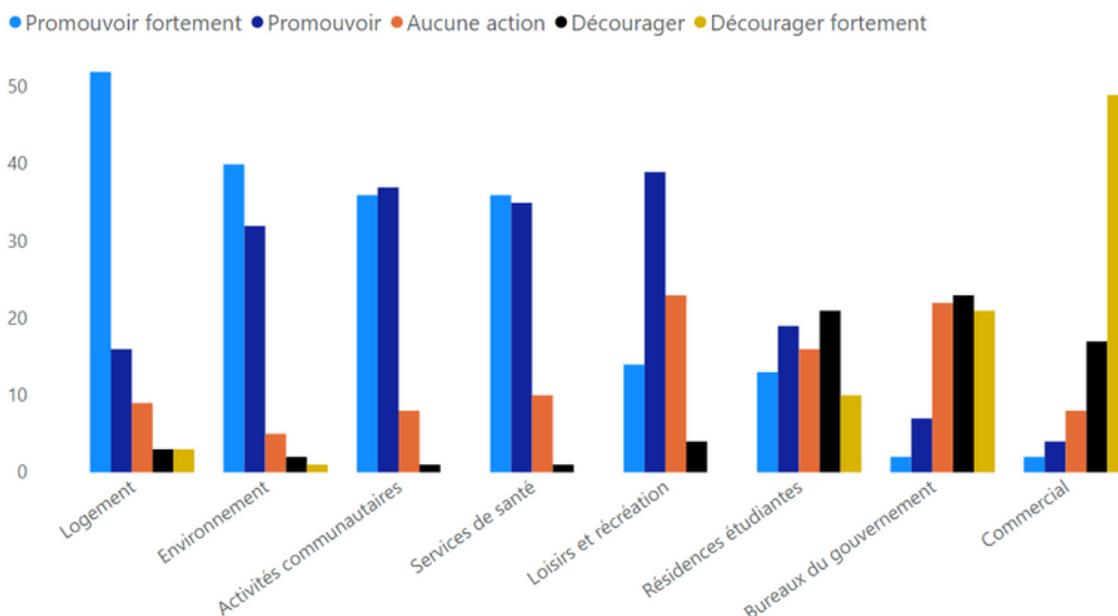
Nos demandes

Priorités pour la réaffectation du site

« Quelle seraient vos priorités pour les utilisations suivantes? »



Priorités des étudiant.e.s pour la réaffectation du site

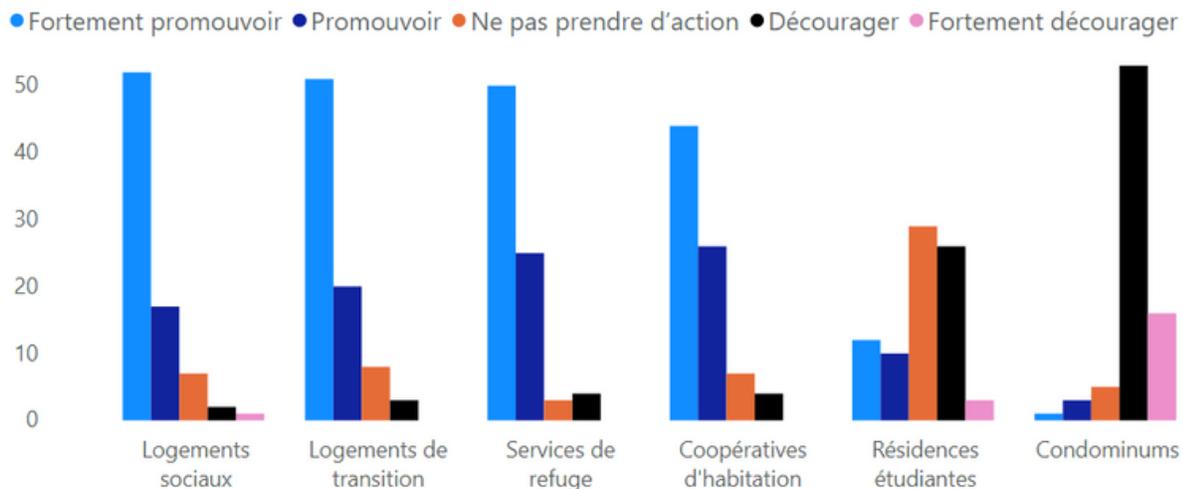


287-336 réponses (75-83 réponses étudiant.e.s). (4)

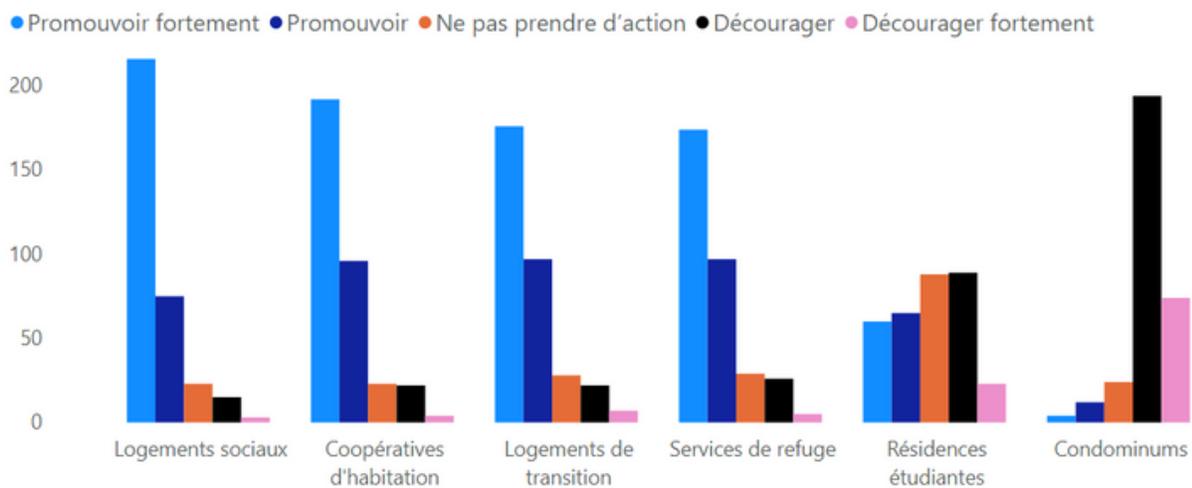
Nos demandes

Type de logement désiré pour le site

« Quelle priorité devrait-on donner à chacun des domaines suivants? »



Type de logement désiré par les étudiant.e.s

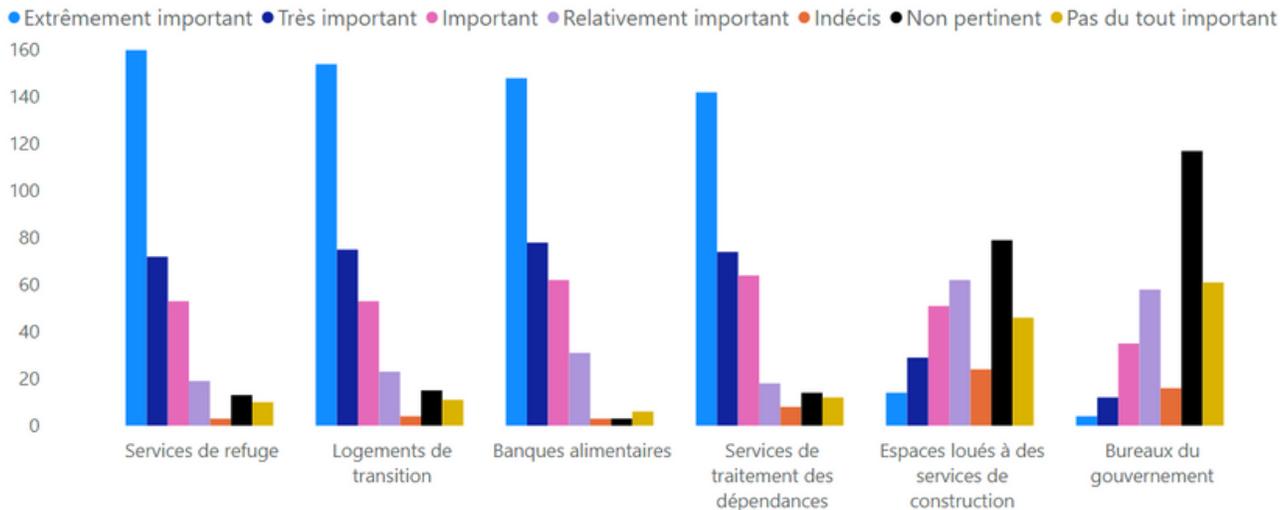


Les quatre réponses prédominantes et les deux réponses les moins répandues. (5) / 308-337 réponses (78-82 réponses étudiant.e.s).

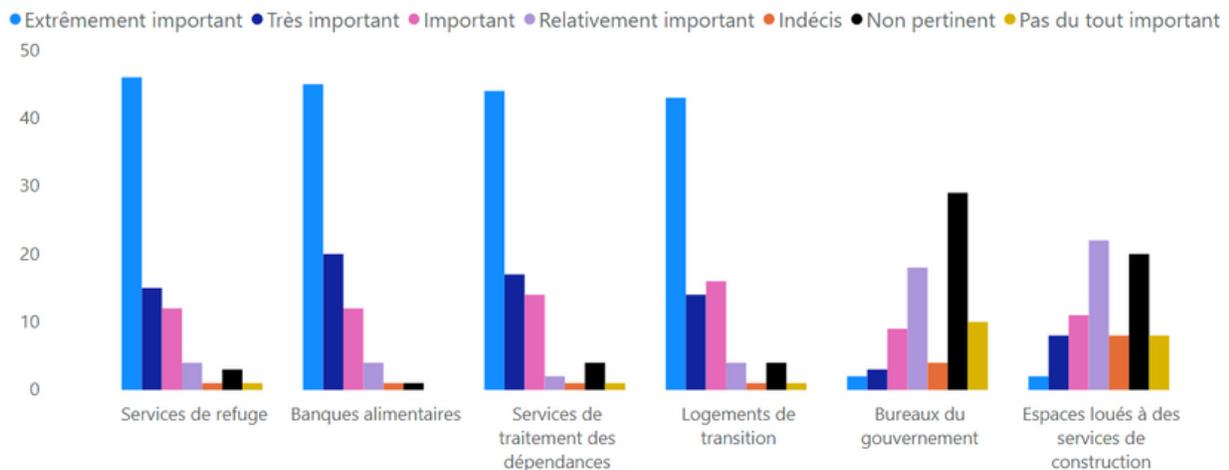
Nos demandes

Utilisations transitoires voulues pour le site

"Governments can sometimes take several years to decide on a permanent use for a large site... How important are the following as "transitory" uses for the site?"



Utilisations transitoires souhaitées par les étudiant.e.s



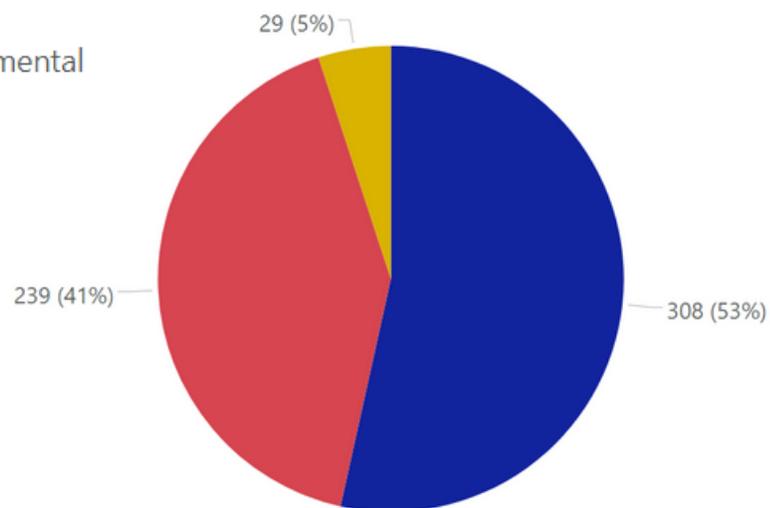
Les quatre réponses prédominantes et les deux réponses les moins répandues. (6) / 303-335 réponses (75-83 réponses étudiant.e.s).

Nos demandes

Qui doit gouverner le site?

« Qui devrait être responsable du développement et de la gestion des projets futurs du site de l'hôpital Royal Victoria? »

- Secteur communautaire
- Secteur public ou gouvernemental
- Secteur privé



351 réponses.

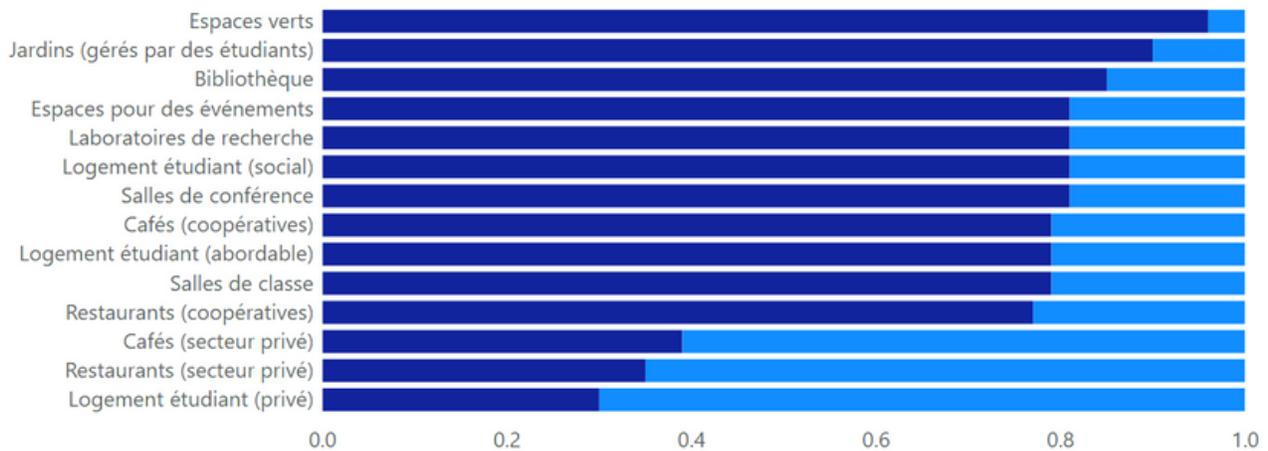


Les sections de McGill

Utilisations méritant au moins une partie du site

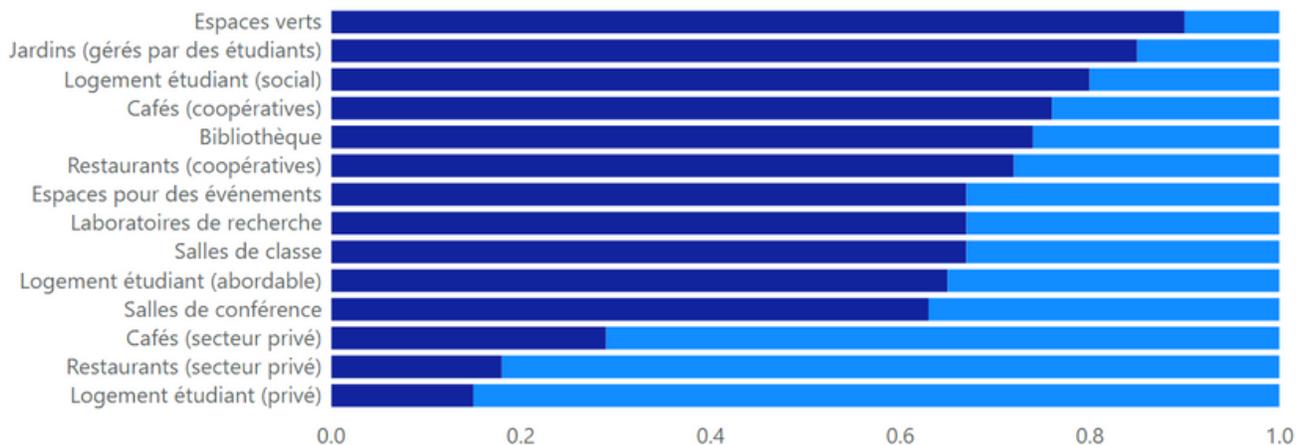
« Comment croyez-vous que les sections du site que l'on considère laisser à l'utilisation de l'Université McGill devraient être utilisées ? »

● Une portion ● Une priorité secondaire ou aucune



Utilisations méritant au moins une partie du site selon les étudiant.e.s

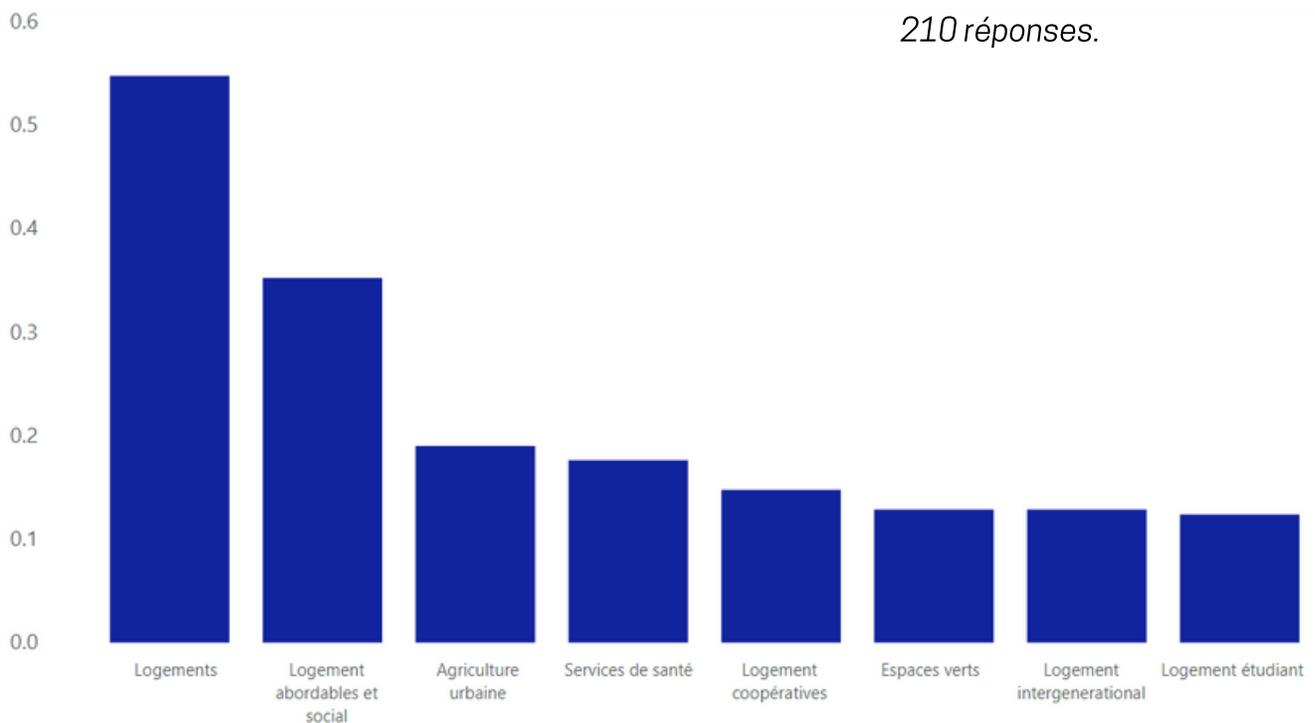
● Une portion ● Une priorité secondaire ou aucune



142-159 réponses (37-42 réponses étudiant.e.s).

Dans nos propres mots

Utilisations mentionnées favorablement dans les commentaires écrits



Le questionnaire présentait aux répondant.e.s une photo satellite du site accompagnée du texte suivant: «Donnez-nous une meilleure idée de la façon dont vous pensez que le site de l'hôpital Royal Victoria devrait être utilisé à l'avenir. Quelle superficie votre projet serait-il susceptible d'occuper (donnez-nous votre meilleure estimation)? Faites preuve d'imagination!»

Les utilisations les plus favorablement mentionnées sont répertoriées dans le graphique ci-dessus. Toutefois, la liste qui suit comporte des utilisations fréquemment mentionnées, mais qui n'ont malheureusement reçu que peu d'attention dans le sondage principal:

- **Garderie:** Cette utilisation a été mentionnée dans 13 commentaires écrits.
- **Une piscine publique:** La réouverture d'une piscine publique a été mentionnée dans 8 commentaires écrits.
- **Ateliers communautaires:** 11 commentaires distincts ont souligné la création

Dans nos propres mots



d'espaces pour des ateliers dirigés par la communauté plutôt que par l'Université.

- **Projets et gouvernance de communautés autochtones:** Le besoin de conférer la gouvernance du site à des communautés autochtones ou de le réserver pour des projets visant spécifiquement les populations autochtones a été mentionné dans 7 commentaires différents.

Conclusion



Logement

La création de logements est l'option **la plus prisée pour qu'elle soit «fortement promue» dans la réaffectation du site**. Au total, 84 % des répondant.e.s veulent «promouvoir» ou «fortement promouvoir» cette option. La création de logements sociaux **est aussi le plus souvent classée parmi les cinq grandes priorités de développement** qui répondent le plus adéquatement possible aux besoins des Montréalais.es. Les réponses indiquent également que le logement est **le plus communs des cinq principaux enjeux** ayant une incidence sur les gens avec lesquels les répondant.e.s vivent et travaillent. Ces besoins ont aussi été signalés à maintes reprises autant par les étudiant.e.s que par la population en général. **Dans les commentaires écrits, 55 % des répondant.e.s** ont mentionné qu'une forme ou une autre de logement devrait être construite sur le site.

En ce qui concerne les types de logements à prioriser, parmi les dix options présentées, les répondant.e.s ont donné la première place au **logement social** (88 %), suivi du **logement coopératif** (85 %), puis du **logement transitoire** (82 %) et des **services d'hébergement** (82 %). Chaque type de logement était décrit dans le questionnaire. En ce qui concerne le logement pour les non-protégé.e.s, le logement social était décrit comme étant des «unités louées par le gouvernement ou par des organismes à but non lucratif à des taux basés sur les revenus des locataires», alors que les coopératives de logement étaient décrites comme étant des «immeubles appartenant à et gérés par une association des locataires avec des unités louées à des loyers inférieurs au prix courant». Dans les commentaires écrits, 35 % des personnes ont fait part qu'elles étaient intéressées par une forme de logement abordable ou social, tandis que 15 % ont spécifiquement évoqué les coopératives d'habitation.

Il se peut que le **logement coopératif** soit moins bien connu en raison de sa rareté à Montréal, ce qui a pu contribuer à un taux de réponse plus faible que celui du logement coopératif lors de la consultation. Certains commentaires écrits semblent faire allusion à des environnements propres aux coopératives d'habitation, mais sans utiliser la terminologie usuelle. Le commentaire suivant illustre bien cette tendance: «un espace polyvalent, multigénérationnel, à revenus multiples, vert et occupé de sorte que les individus coopèrent les uns avec les autres pour mener une vie saine et durable.» La tendance marquée préférant le contrôle communautaire au contrôle public ou gouvernemental laisse entendre que **la demande publique favorise le logement coopératif**.

Dans le questionnaire, **le logement de transition** était décrit comme «offrant un séjour de

Conclusion

.....

longue durée, mais limité aux personnes ayant été en situation d'itinérance afin de les aider à obtenir un logement permanent dans un milieu favorable». Les services de refuge « fournissent un logement, des vêtements, de la nourriture et des installations sanitaires aux personnes sans abri, y compris les sans-abris chroniques ». Environ 10 % des commentaires écrits appuient l'idée de créer des logements de transition sur le site et 10 % appuient une forme quelconque de services de refuge. Une réaffectation desservant les Montréalais.es sans logement serait pertinente, considérant l'accent mis sur l'itinérance en tant que l'un des cinq plus grands enjeux touchant les répondant.e.s et les personnes avec lesquelles ils et elles vivent et travaillent (troisième enjeu le plus sélectionné).

En termes d'utilisations transitoires pour le Royal Vic, **les services d'hébergement ont pris la deuxième place, étant qualifiés d'« importants », de « très importants » ou d'« extrêmement importants »**, et obtenant un soutien de 86 % chez les répondant.e.s. Pendant ce temps, 84 % des répondant.e.s demandent aussi du logement de transition. Un appui semblable pour la création de services de toxicomanie et de banques alimentaires sur le site est également en continuité avec ces services.

Notre sondage ne donne aucune indication à l'effet que la population étudiante de McGill serait contre la présence de services aux populations vulnérables dans l'éventualité où une parcelle du site irait à l'Université McGill. De ce fait, **les étudiants et les étudiantes, sachant qu'une parcelle du terrain est actuellement allouée à McGill, sont plus susceptibles de favoriser le logement de transition sur le site** et 9 % plus susceptibles que le public en général de demander que les services de refuge y soient « promus » ou « fortement promus ». De même, lorsqu'ils et elles considèrent les utilisations transitoires du site, les étudiants et les étudiantes favorisent davantage les banques alimentaires et les refuges pour sans-abris que la population en général.

Logement étudiant

Les répondant.e.s ont réagi **favorablement à l'idée de créer des logements étudiants abordables** dans l'éventualité où le site devrait servir à la création d'unités d'habitation. Cependant, les réactions à l'égard des résidences étudiantes gérées par l'Université McGill étaient fortement négatives. Par exemple, plus d'un tiers (34 %) des personnes interrogées ont estimé que **les logements gérés par McGill sont une option déconseillée** ou fortement déconseillée si des unités d'habitation doivent être créées, et seulement 38 % des personnes

Conclusion

.....

Les répondant.e.s ont réagi **favorablement à l'idée de créer des logements étudiants abordables** dans l'éventualité où le site devrait servir à la création d'unités d'habitation. Cependant, les réactions à l'égard des résidences étudiantes gérées par l'Université McGill étaient fortement négatives. Par exemple, plus d'un tiers (34 %) des personnes interrogées ont estimé que **les logements gérés par McGill sont une option déconseillée** ou fortement déconseillée si des unités d'habitation doivent être créées, et seulement 38 % des personnes interrogées veulent que ces logements soient promus d'une manière ou d'une autre. Pendant ce temps, 65 % des répondant.e.s veulent « promouvoir » ou « fortement promouvoir » des logements abordables pour les étudiant.e.s et seulement 16 % ne sont pas en accord avec cette option.

Les étudiant.e.s sont beaucoup plus susceptibles de soutenir le logement abordable pour les personnes aux études. 77 % d'entre eux/elles, comparativement à 65% de la population en général, ont demandé que cette forme de logement soit promue ou fortement promue sur le site. Pendant ce temps, seulement 28 % d'entre eux/elles, comparativement à 38% de la population en général, ont eu une réaction semblable à l'égard des résidences étudiantes gérées par l'Université. Cela peut découler de mauvaises expériences avec le cadre actuel des résidences étudiantes de l'Université McGill et d'un besoin plus prononcé pour des logements abordables pour la population étudiante de Montréal.

En ce qui concerne **la partie du site actuellement allouée à McGill, 86 % des gens ont demandé qu'elle soit en partie utilisée pour créer du logement social pour étudiant.e.s.** Après les bibliothèques, le deuxième choix le plus fréquent quant à l'utilisation des espaces intérieurs était celui du logement social pour étudiant.e.s incluant des espaces événementiels, des amphithéâtres et des laboratoires de recherche. Les répondant.e.s accordent souvent une partie importante du site à la création de logements sociaux pour étudiant.e.s. Après la création de bibliothèques (45 %), **les gens étaient plus susceptibles (42 %) de léguer un ou plusieurs bâtiments, voire même la totalité de la partie actuellement allouée à McGill,** pour du logement social pour les étudiant.e.s.

Écologie

56 % des répondant.e.s ont indiqué que la protection de l'environnement doit être « fortement promue » en tant que priorité dans la réaffectation du site (après le logement) alors que 35 % ont indiqué qu'elle doit être « promue » (en troisième place après les loisirs et les activités

Conclusion

.....

communautaires). Globalement, avec les activités communautaires, cet enjeu était considéré comme celui à promouvoir ou à fortement promouvoir. En ce qui concerne les utilisations transitoires sur le site, les parcs ne sont pas particulièrement soutenus puisque 78 % des répondant.e.s considèrent cette fonction comme étant entre « importante » et « extrêmement importante », alors que 53 % la considèrent comme étant entre « très importante » à « extrêmement importante ». **L'agriculture urbaine est plus fortement soutenue**, 81 % la classant entre « importante » et « extrêmement importante » et 62 % la considérant entre « très importante » et « extrêmement importante ». Bien qu'elles ne soient pas en contradiction, **ces utilisations ne sont toutefois pas aussi prioritaires sur le plan transitoire que** les services de toxicomanie, les banques alimentaires, les cliniques de santé, les refuges pour sans-abris ou les logements de transition. 19 % des commentaires demandent qu'on introduise des jardins ou un important projet d'agriculture urbaine sur le site, alors que 12,86 % mettent l'accent sur les espaces verts.

Sur la partie du site actuellement allouée à l'Université McGill, la plus grande importance était donnée aux espaces verts et aux jardins gérés par les étudiant.e.s et ce, bien au-delà de toutes les autres options énumérées. En effet, 11 % des répondant.e.s sont prêt.e.s à faire un espace vert avec l'intégralité du site alloué à McGill, alors que 6 % désirent le transformer en jardins gérés par des étudiant.e.s. 42 % des répondant.e.s veulent qu'une grande partie des espaces extérieurs soient reconvertis en espaces verts et 30 % préfèrent des jardins gérés par des étudiant.e.s.

Dans l'évaluation des besoins, les « espaces verts et étangs », les « aires de pique-nique » et les « aires de jeux » sont vus comme étant les trois espaces les plus accessibles à Montréal. De plus, le manque d'espaces verts et d'espaces publics n'a pas reçu d'attention marquée en tant qu'enjeu principal touchant les répondant.e.s et les personnes avec lesquelles ils et elles travaillent. Le développement d'espaces verts et de l'agriculture urbaine ne semble pas être une énorme priorité. Il est intéressant de constater que ces espaces sont en général considérés comme étant accessibles et non prioritaires, mais constituent parfois de fortes priorités en lien avec la réaffectation du site, ce qui découle peut-être du fait que le site est lié au Mont-Royal et à la nature environnante.

Services de santé

En ce qui concerne les services de santé, bien que 74 % des personnes aient répondu que les hôpitaux étaient situés suffisamment proches de leur domicile, **16 % ont répondu que ces**

Conclusion

.....

services ne sont pas ou « pas du tout » assez près de leur domicile pour répondre à leurs besoins. Le développement de services de santé est **la deuxième initiative la plus susceptible** d'être classée par les étudiant.e.s et la population en général parmi les cinq stratégies de développement les plus importantes pour que la ville de Montréal desserve mieux sa population.

87 % des répondant.e.s ont choisi l'option « promouvoir » ou « fortement promouvoir » sous la rubrique des services de santé dans la réaffectation du site. La protection de l'environnement et les activités communautaires prennent la troisième place. **Les cliniques de santé bénéficient de l'approbation la plus importante (88 % des répondant.e.s) en tant qu'option qualifiée d'importante ou d'extrêmement importante pour les utilisations transitoires.** Les services de toxicomanie ont été bien reçus, 84 % les classant prioritaires sous une forme ou une autre et 65 % les trouvant extrêmement importants ou très importants. Dans les commentaires écrits, 18 % des répondants et des répondantes favorisent l'utilisation du site pour des services de santé.

Projets et activités communautaires

La gouvernance et le militantisme communautaires étaient la quatrième option la plus susceptible d'être classée parmi les cinq principaux enjeux à être développés par la Ville (après le logement social, les services de santé et l'accès aux transports publics). Les étudiant.e.s les classent en troisième place. En conséquence, l'isolement social est la deuxième option la plus couramment classée parmi les cinq plus grands enjeux ayant une incidence sur les répondant.e.s ainsi que sur les personnes avec qui ils et elles vivaient et travaillaient. Les activités communautaires sont la troisième priorité la plus « fortement promue » dans la réaffectation du site après le logement et l'environnement. En outre, **les activités communautaires sont les plus susceptibles d'être promues ou fortement promues**, 92 % des réponses soulignant ce niveau de priorité.

Parmi les projets et activités communautaires possibles, la location d'espaces à des services de réparation et de construction n'a pas fait l'objet d'une attention positive substantielle. Elle tend à être considérée « pas du tout importante » en tant qu'utilisation transitoire. **Les espaces loués aux artistes ou aux activités théâtrales** se classent après les « refuges pour sans-abris et les banques alimentaires », laissant planer l'idée que les gens ne sont pas d'accord avec le fait que ces espaces sont faciles à atteindre, faciles d'accès et abordables.

Conclusion



Dans les commentaires écrits, on met plutôt de l'avant **les garderies, une piscine publique et des ateliers dirigés par la communauté**, tout comme **les projets menés par les communautés autochtones**. L'activité communautaire la plus soutenue est **l'agriculture urbaine**, 19 % des répondant.e.s démontrant leur intérêt dans leurs commentaires écrits.

Dans les commentaires écrits, les projets communautaires sont fréquemment intégrés à une vision plus large du site. Voici quelques exemples de ces commentaires:

Un des bâtiments pourrait devenir une université populaire ayant pour vocation le progrès humain et la réduction des inégalités; sans prérequis académique d'admission; offrant une programmation; permettant aux groupes sociaux de la société civile de participer aux activités d'éducation ou d'y offrir une programmation (très petite ou plus grande)

Intergenerational Housing for students and seniors where both groups could cohabit and thus help each other, with activities such as cooking, sewing, general knowledge shared by all generations.

City Farm school and community market, volunteer gardening in exchange for food distribution. / Collective community gardens, green spaces for wildlife, education around this.

A large community garden (available plots for people in the area)... different community workshops.

Garderie qui est avec une résidence personne âgées : permettant un contact entre les enfants et les personnes âgées. Avec accès un grand jardin pour agriculture urbaine, fleurs et parc/terrain de jeu. Aussi avec une bibliothèque, une clinique santé et une pharmacie et un petit café.

Sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est le quatrième enjeu le plus susceptible d'être classé parmi les cinq principaux enjeux ayant une incidence sur les répondant.e.s ainsi que sur les personnes avec qui ils et elles vivent et travaillent. **Pour les étudiant.e.s, cet enjeu prend la deuxième place après le logement.** De même, pour eux/elles, les banques alimentaires sont les plus susceptibles d'être « promues » ou « fortement promues » en tant qu'utilisation transitoire du

Conclusion



site. Pour la population en général, et avec une faible marge, les banques alimentaires sont à égalité avec le logement de transition en ce qui a trait à l'utilisation de transition, après les services de refuges pour personnes en situation d'itinérance.

En raison du manque de magasins d'alimentation et de services essentiels sur le site (comme l'ont soulevé plusieurs commentaires écrits), il est probable qu'il y ait un fort appui pour des services comme les épiceries et autres commodités s'il y a une création de logements sur le site. Par contre, une telle éventualité cause un certain dilemme puisque les répondant.e.s ont aussi démontré leur opposition aux entreprises commerciales privées tout au long de nos consultations. Mis à part les banques alimentaires, une façon de surmonter l'opposition publique potentielle serait **d'installer des coopératives de travailleurs et de travailleuses**, lesquelles sont soutenues et bien vues, surtout par les étudiant.e.s. Tant pour les étudiant.e.s que pour la population en général, les cafés et les restaurants privés ont été les options les moins prisées pour la portion du site actuellement allouée à McGill. Cependant, les cafés gérés par des coopératives sont en deuxième place dans les choix d'utilisations des espaces intérieurs soutenues par les étudiant.e.s, les coopératives de restaurants se trouvant en quatrième place après les bibliothèques. La population en général soutient les coopératives de travail sous une forme ou une autre et leur accorde un soutien semblable à celui qu'on retrouve pour d'autres utilisations prisées pour la partie du site actuellement allouée à McGill (bien qu'on voit une préférence pour l'option de la bibliothèque).

Modèles de gouvernance

En ce qui a trait à la gestion de projets sur le site, le secteur communautaire est appuyé par 53 % des répondant.e.s. L'accent mis sur ce modèle de gouvernance est plus grand que pour le domaine public/gouvernemental ou le secteur privé. Tel que mentionné ci-dessus, le fait que ce modèle de gouvernance soit favorisé peut coïncider avec la demande pour la création de logements coopératifs et d'entreprises coopératives sur le site. Il est tout aussi présent dans les idées exprimées à travers les commentaires écrits en lien avec l'écologie urbaine. Un phénomène semblable est apparu dans les discussions sur le logement multigénérationnel où la prise de décision par les résident.e.s et les activités communes étaient mises de l'avant. Dans l'ensemble, ces réponses démontrent la vision d'une sorte de village actif, participatif et écologique sur le site, plutôt qu'un secteur public contrôlé ou un environnement pour les organismes sans but lucratif. Plusieurs commentaires traitent notamment de la remise de la gouvernance aux communautés autochtones.

Conclusion

.....

Utilisations déconseillées

Les utilisations privées du site ont été, en général, fortement déconseillées par les personnes sondées. **Plus que toute autre option, on s'opposait fortement à la priorisation des entreprises commerciales** alors que 50 % des répondant.e.s expriment ainsi leur désaccord et que 61% des étudiant.e.s déconseillent fortement cette option. Au total, 76 % des répondant.e.s déconseillent ou déconseillent fortement la priorisation d'entreprises commerciales sur le site. En termes de logement, les copropriétés, les appartements privés et les logements universitaires non abordables ont tous été déconseillés ou fortement déconseillés respectivement par 87 %, 68 % et 34 % des répondant.e.s. Comme mentionné précédemment, le logement abordable pour étudiant.e.s est beaucoup plus favorisé (en particulier par les étudiant.e.s) comparativement aux résidences universitaires régulières. **Les cafés et les restaurants privés sont également déconseillés.** Ces résultats concordent avec le manque de soutien indiqué pour la gestion privée de projets sur le site du Royal Vic: seulement 5 % des répondant.e.s désirent que le secteur privé joue un rôle dans la gestion des projets sur le site.

On n'a pas soutenu la création de bureaux du gouvernement sur le site. 51 % des personnes déconseillent ou déconseillent fortement de prioriser des bureaux gouvernementaux. En tout, 84 % d'entre eux/elles ont choisi les rubriques « ne rien faire » ou « déconseille fortement ». Seulement 5 % des répondant.e.s désirent que des bureaux du gouvernement soient « promus » ou « fortement promus » comme utilisation transitoire. Seulement deux personnes ont classé la construction d'espaces de bureau comme étant dans leurs cinq premiers développements nécessaires à Montréal.

Chez nos répondant.e.s, **il y a également une certaine opposition à ce que l'Université McGill occupe une partie du site**, comme on a pu le constater dans les médias et à l'Assemblée nationale du Québec avec les critiques de l'acquisition du terrain par McGill. Lorsqu'on leur a demandé de sélectionner leur « limitation souhaitée de l'occupation [de McGill] », 28 % des personnes ont indiqué que « McGill ne devrait PAS avoir accès » à la « totalité du site alloué ». 15 % des répondant.e.s préfèrent qu'on ne donne pas à l'Université plusieurs des édifices lui étant attribués présentement. Ces résultats concordent avec l'opposition à l'acquisition privée du site et aux résidences universitaires ainsi qu'avec le désir que l'emplacement soit régi par et pour la communauté. Ceci dit, ce choix est formulé sous une

Conclusion

.....

forme négative plutôt que positive contrairement aux autres options offertes sous la même question, ce qui a pu entraîner une certaine confusion auprès des personnes sondées. Reste tout de même que les résultats de la présente consultation contribuent à la conclusion qu'il y a une opposition considérable et non négligeable à l'acquisition par McGill d'une grande partie du Royal Vic.

Méthodologie

Notre consultation a tout de même un biais d'échantillonnage inhérent et inévitable en raison du caractère volontaire du sondage. Par rapport à la démographie générale de Montréal, la consultation a été menée auprès de moins de répondants et de répondantes de ménages à faible revenu. En outre, le sondage a attiré des personnes qui travaillent ou sont formées dans les domaines des « arts », de la « culture et du divertissement » et de « l'éducation et la garde d'enfants », pour ne citer que les trois plus importants. Peu de répondant.e.s ont déclaré travailler dans des domaines comme la vente au détail. Une forte proportion d'entre eux/elles est aussi aux études actuellement. Ceci dit, sur le plan démographique, la consultation a englobé un éventail égal d'âges, une forte proportion de répondant.e.s à faible et à haut revenu, et des travailleurs et des travailleuses d'industries variées. Par exemple, la science et la technologie, les affaires, et la gestion et l'administration restent des domaines de travail importants.

La diffusion du questionnaire par les organismes communautaires et politiques a été compensée par la distribution de dépliants et l'affichage d'avis pouvant atteindre les Montréalais.es d'autres groupes. Toutefois, il est déconseillé d'en venir à des hypothèses sur l'hétérogénéité des personnes jointes par les réseaux d'organisations communautaires. Des organisations comme le Comité des citoyen.ne.s de Milton Parc atteignent un large éventail de résident.e.s de leur quartier, de personnes qui viennent aux pique-niques, aux projections de films, à la banque alimentaire et à des assemblées générales ou de personnes intéressées par des campagnes politiques passées ou courantes axées sur la préservation des quartiers et du patrimoine.

Comme la plupart des questions étaient facultatives, certaines personnes n'ont pas répondu au sondage dans son intégralité, alors des personnes ont également été ajoutées ultérieurement. Nous avons inclus le nombre total de répondant.e.s à chaque question pour éviter toute information trompeuse. Consultez notre annexe pour plus de précisions.

Conclusion

En outre, **les questions du sondage n'abordent pas la possibilité que le site soit régi par les communautés autochtones.** Une enquête visant les populations autochtones pourrait mieux évaluer s'il y a un désir assez grand pour **que le territoire historique de la nation Kanien'kehá:ka lui soit retourné ou soit remis aux membres des populations autochtones de Tiohtià:ke.** De cette façon, les peuples autochtones n'auraient pas à rivaliser avec les développements du site voulus par les colonisateurs.

Enfin, le sondage accorde une grande importance à l'enjeu du logement, ce qui a pu influencer les résultats en ce sens. Notamment, aucune autre option, comme les activités communautaires ou l'environnement, ne pouvait être précisée quant à son utilisation, alors que les répondant.e.s pouvaient spécifier le type de logement désiré pour le site. **Toutefois, l'accent mis sur le logement était à propos,** car avant qu'il se concrétise plus tard dans l'enquête, le logement avait déjà été nommé comme étant l'enjeu de développement principal de la Ville de Montréal, suivi du logement social. De même, au début de la troisième partie de l'enquête, partie dans laquelle l'option du logement prenait une importance considérable, la plupart des répondant.e.s avaient déjà choisi ce dernier dans leur réponse à la première question, indiquant qu'il devait être « fortement promu » sur le site. Bien que les personnes sondées avaient l'option de corriger leurs réponses, nous estimons qu'il est peu probable que cela se soit produit de manière significative compte tenu de la durée de l'enquête. Puisque la proportion d'appuis au logement par rapport à d'autres utilisations est équivalente dans les réponses aux questions suivantes portant sur le réaménagement transitoire et sur la portion du site présentement alloué à McGill, nous croyons que l'importance accordée aux besoins en matière de logement relevée au cours de cette consultation s'est présentée de manière organique et qu'elle est issue d'un besoin réel et du désir que le site soit développé de manière à créer du logement social, coopératif, et de transition ainsi que des refuges pour les personnes en situation d'itinérance.

Remerciements

Merci à Evelyn Ginzburg pour son engagement constant à sensibiliser le public à cette consultation et pour son travail au sein du comité qui mène ces consultations.. Merci à Alex Hanyok pour l'important travail de compilation de données et pour l'aide apportée à la compilation de ce rapport. Merci à Hélène Montpetit pour ses sages conseils en tant que membre du comité Notre Royal Vic et pour son travail de traduction et de graphisme. Les résultats obtenus lors de la diffusion initiale de l'enquête ont renforcé notre confiance en la capacité d'atteindre un large public aux fins de cette consultation. Merci à Rachel Schleifer pour son aide à la création d'un comité initial pour mener à bien ces consultations, pour l'orientation qu'elle a donnée au projet et pour ses efforts pour trouver du financement pour ce projet, ainsi que pour ses modifications au questionnaire.

Merci à Esten Lewis Steflik-Fabec pour son apport aux réunions, pour la diffusion du questionnaire et pour sa rétroaction toujours utile lors de la rédaction du questionnaire. Merci à Samuel Helguero pour sa participation au comité, son travail de recrutement, son affichage, et ses efforts pour compiler et concevoir ce rapport et les questionnaires. Merci aux autres membres du Comité des citoyen(ne)s de Milton Parc, dont Aidan Gilchrist-Blackwood qui a donné de précieux conseils sur les premières ébauches du questionnaire, ainsi que Yasemine Ozturk qui nous a prêté main forte pour l'affichage et les infolettres.

Merci à Sierra Francoeur-Pereira pour son aide à l'affichage et la distribution de dépliants et pour son dévouement aux objectifs de cette étude. Mention spéciale à Alexandra Moca et à sa famille pour leur apport inestimable lors de l'affichage au long des grandes artères de Montréal.

Un dernier merci au Comité des citoyen.ne.s de Milton Parc et à l'organisme Community-University Research Exchange pour leur don d'heures de travail, ainsi qu'au Groupe de recherche sur l'intérêt public du Québec pour leurs services d'impression.

Notes et annexe

L'annexe peut être consultée ici: bit.ly/3p2wvRk. [EN]

(1) Les pourcentages sont arrondis.

(2) “Manque d’activités de loisir,” “Érosion du patrimoine culturel et des bâtiments historiques,” “Transport” “Accès à l’éducation,” “Chômage,” “Criminalisation,” et “Violence/sécurité personnelle” étaient d’autres options. Dans “Autres”, le manque de gardes d’enfants, le manque de soins médicaux de base (santé mentale et médecins de famille), le changement climatique, l’agisme et la discrimination linguistique ont été soulignés à plusieurs reprises.

(3) L’option “Espaces de bureau” a été ajoutée plus tard dans l’étude.

(4) La priorité “Bureaux du gouvernement” a été ajoutée plus tard dans l’étude, et a reçu 287 réponses.

(5) Les formes de logement qui ne figurent pas dans les graphiques sont les suivantes: “Logements étudiants abordables,” “Appartements,” “Logements pour personnes âgées,” et “Logements intergénérationnel.” Les réponses à ces formes de logement se trouvent en annexe.

(6) Les utilisations transitoires potentielles qui ont été répertoriées comme des options et qui ne figurent pas dans les graphiques sont les suivantes: “Espaces voués aux activités culturelles et communautaires,” “Cliniques de santé,” “Parcs,” “Espaces loués à des activistes et à des initiatives sociales,” “Espaces loués aux artistes,” “Logements étudiants,” et “Agriculture urbaine et jardinage.” Les réponses à ces utilisations potentielles se trouvent dans l’annexe.

